

Ukraine : jusqu'où ira Vladimir Poutine

Anne de Tinguy

▶ **To cite this version:**

Anne de Tinguy. Ukraine : jusqu'où ira Vladimir Poutine. [Rapport de recherche] Centre de recherches internationales. 2014, pp.11. hal-03613209

HAL Id: hal-03613209

https://sciencespo.hal.science/hal-03613209

Submitted on 18 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UKRAINE : JUSQU'OÙ IRA VLADIMIR POUTINE ?

9 DECEMBRE 2014

Anne de Tinguy, chercheur au CERI, professeur des Universités à l'INALCO

LES GRANDES LIGNES

La « guerre hybride » que mène Moscou contre un peuple qualifié de « frère » a pour objectif de contraindre l'Ukraine à revenir dans l'orbite russe. Malgré les preuves du contraire, la Russie nie toute implication dans le conflit du Donbass.

La Russie mène une politique dont les répercussions vont à l'encontre de ses intérêts. L'annexion de la Crimée et son soutien aux séparatistes du Donbass soudent contre elle la nation ukrainienne et elle encourage l'Ukraine à conforter son rapprochement avec l'Union européenne et avec l'OTAN.

Le projet d'Union eurasienne, cher à Vladimir Poutine, se met progressivement en place, mais certains pays membres expriment des réserves.

L'espace post-soviétique se fragmente. Certains États proches de Moscou ne soutiennent pas la politique russe vis-à-vis de Ukraine.

La réaction de l'Union européenne a été plus forte que ne le prévoyait Vladimir Poutine. Les Vingt-huit se sont montrés unis sur une ligne de fermeté et de dialogue.

On observe en Russie des éléments préoccupants ; pour la première fois depuis l'effondrement de l'URSS, des restrictions à la liberté de circulation ont été décidées, ce qui inquiète de nombreux Russes.

L'idée selon laquelle la Russie serait en train de pivoter vers l'Asie doit être relativisée. La Russie pèse très peu dans un continent dominé par la Chine.

Dans un contexte marqué par le désordre mondial, l'incertitude prévaut quant à l'issue du conflit ukrainien. Le comportement d'une Russie décidée à s'affranchir des règles internationales obère ses relations avec l'Union européenne et rend l'avenir imprévisible.

UNE GUERRE « HYBRIDE »

Quand le président François Hollande s'est arrêté à Moscou le samedi 6 décembre 2014 au retour de sa visite officielle au Kazakhstan, certains journalistes se sont demandé si c'était enfin le tournant du conflit ukrainien. L'analyse sous-jacente est que la Russie serait aux abois, peut-être à cause des sanctions, mais surtout à cause de la baisse du prix du pétrole, de la fuite des capitaux, de la chute impressionnante du cours du rouble. La question est dès lors de savoir si la Russie est prête à céder sur l'Ukraine, à en retirer ses forces, à laisser ce pays libre de faire les choix internes et externes qu'il souhaite faire. L'avenir le dira. Pour le moment, il importe d'être prudent. On constate que sa politique a, pour la Russie, un coût très élevé. La guerre qu'elle mène en Ukraine lui coûte cher sur les plans économique, diplomatique et stratégique. Elle provoque en Ukraine ce qu'elle voulait éviter, c'est à dire l'ancrage de ce pays à l'Europe. Pour autant, jusqu'à présent, il n'existe aucun élément donnant à penser que la Russie renonce à cette aventure. Les perspectives sont très incertaines et préoccupantes.

En Ukraine, jusqu'à présent, la Russie n'a renoncé à rien. Elle refuse d'accepter que l'Ukraine s'engage sur une voie tant interne qu'internationale qui soit différente de celle tracée par Moscou. Tant que l'Ukraine refuse de revenir sur ce que Moscou considère être le « droit » chemin, la Russie semble prête à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire à préférer avoir à ses frontières une Ukraine déstabilisée plutôt qu'une Ukraine européanisée. Pour contraindre ce pays à revenir dans le giron russe, elle n'a pas hésité à avoir recours à la force, en Crimée comme dans le Donbass. Elle mène aujourd'hui en Ukraine une guerre contre une population qu'elle ne cesse, depuis des années, de qualifier de « peuple frère ».

Les tensions politiques sont, dans une certaine mesure, un peu moins fortes depuis l'élection présidentielle du 25 mai 2014 et l'arrivée au pouvoir de Petro Porochenko : alors que le Kremlin avait refusé de reconnaître la légitimité du gouvernement intérimaire mis en place fin février après la fuite et la destitution du président Ianoukovitch, il reconnaît de fait la légitimité du président Porochenko. Le contact est alors renoué : les chefs d'Etat des deux Etats se parlent et un processus de négociation a été mis en place sous l'égide de l'OSCE au sein d'un groupe de contact qui réunit des représentants de Kiev, de Moscou et des séparatistes. C'est dans ce cadre qu'a été conclu le cessez-le-feu du 5 septembre. Pour autant, ce cessez le feu n'ayant jamais été véritablement respecté, les combats continuant, ainsi que la guerre de l'information, on est encore loin d'un apaisement entre les deux États.

C'est une guerre « hybride », qui a différentes dimensions. À commencer par le discours, élément

structurant de la politique de la Russie vis-à-vis de l'Ukraine. Depuis très longtemps, les élites dirigeantes russes mobilisent le narratif pour véhiculer l'idée de la parenté des peuples russe et ukrainien et celle d'une « communauté de destin », d'un « avenir commun », etc. Au moment du changement de pouvoir, en février, l'expression russe a été d'une extrême violence : le changement de pouvoir à Kiev, affirme le Kremlin, est le fruit d'un « coup d'État » opéré par des « nationalistes, des néo-nazis, des russophobes, des antisémites ». L'insistance a été mise sur les menaces pesant sur les populations russes et russophones, obligeant la Russie à intervenir. Dans le conflit du Donbass, Moscou nie toute implication militaire en dépit des preuves du contraire. Le summum du discours russe a été le jour où Vladimir Poutine a expliqué que, s'il y avait des soldats russes sur le territoire ukrainien, c'était parce qu'ils s'étaient « égarés » du fait de l'absence de démarcation de la frontière. Discours toujours avec les accusations portées par le Kremlin contre Kiev et les Occidentaux, jugés responsables de ce qui arrive en Ukraine. Discours encore avec l'expression de « nouvelle Russie » pour désigner le sud-est de l'Ukraine.

L'économie a été un autre des principaux outils mis par la Russie au service de sa politique étrangère. Vis-à-vis de l'Ukraine, ce n'est pas nouveau. Dans les mois qui ont précédé le sommet du Partenariat oriental à Vilnius fin 2013, Moscou a exercé sur Kiev de fortes pressions commerciales pour la faire renoncer à l'accord d'association avec l'UE. La Russie ne cherche pas seulement à peser sur les orientations extérieures de l'Ukraine. Elle veut peser aussi sur le système politique de son voisin. Depuis le début de la crise, les autorités russes martèlent qu'il n'y a pas d'alternative à une fédéralisation. Ce qu'elles veulent, c'est que les régions ukrainiennes soient dotées de pouvoirs très larges, y compris en matière de relations extérieures, voire de défense. Ce qui permettrait à la Russie de peser de tout son poids sur l'Ukraine. Aux yeux de très nombreux Ukrainiens – les enquêtes le montrent –, cela conduirait de manière inéluctable à un démantèlement du pays.

Recours à la force

Depuis plusieurs années, à des degrés divers, tous ces éléments étaient présents dans la politique russe à l'égard de l'Ukraine. Ce qui est nouveau, c'est le recours à la force. On l'avait déjà vu dans l'espace post-soviétique, notamment en Géorgie en 2008, mais pas en Ukraine. Le 1er mars 2014, le président Poutine a demandé au Conseil de la Fédération d'autoriser le recours à la force en Ukraine. A suivi l'annexion de la Crimée, démarche brutale et ouvertement révisionniste : pour la première fois, Moscou mettait en cause les frontières russes de 1991. Puis ce fut l'intervention dans le Donbass, intervention militaire niée par Moscou, mais avérée. Quant à l'aide humanitaire aux victimes de la guerre dans le Donbass, elle est intégrée dans la propagande russe.

Il n'est pas sûr que la Russie veuille annexer le Donbass. Si elle l'avait voulu, elle aurait pu le faire en mai 2014. Les deux républiques autoproclamées de Donetsk et de Lougansk avaient alors organisé un référendum sur l'autodétermination et demandé le rattachement à la Russie au lendemain de ce scrutin. Moscou n'a pas donné suite.

En décembre 2014, on est de plus en plus dans une situation de scission du Donbass. La partie de ce territoire contrôlée par les insurgés a de moins en moins de liens avec le reste de l'Ukraine. Lors de l'élection présidentielle du 25 mai et des législatives du 26 octobre, la partie contrôlée par les insurgés n'a pratiquement pas voté. Cette région n'est donc plus représentée sur le plan politique au niveau central, elle n'est plus associée à la prise de décision au niveau national. Le 2 novembre, les insurgés ont organisé unilatéralement un scrutin pour élire un « président » et un « parlement ». Cette initiative rendait caduque la proposition faite quelques jours auparavant par le président Porochenko et avalisée par la Rada d'accorder à cette région un statut spécial pendant une période de trois ans ; des élections étaient prévues le 7 décembre 2014. Le scrutin du 2 novembre marquait donc une étape supplémentaire dans la rupture avec Kiev. La réponse de Kiev a été immédiate et radicale. Le 5 novembre, le gouvernement d'Arseni Iatseniouk a suspendu les financements publics destinés aux deux républiques autoproclamées, tant qu'elles seraient sous contrôle des « terroristes russes ». Néanmoins, le premier ministre précisait que, pour éviter une catastrophe humanitaire, il continuerait à les approvisionner en gaz et en électricité.

DES REPERCUSSIONS NEGATIVES POUR LA RUSSIE

Les répercussions de la crise en Ukraine sont extrêmement fortes. Et pour le moment en tous cas, elles ne vont pas dans le sens des intérêts de la Russie. Dans son dernier livre, Andrei Gratchev –qui a été un proche de M. Gorbatchev- affirme que la Russie, en annexant la Crimée, a perdu l'Ukraine pour des générations. L'objectif premier de Moscou était de garder l'Ukraine dans le giron russe. Or, la Russie a provoqué exactement le contraire. Elle a conforté l'Ukraine dans son désir de s'ancrer à l'Union européenne : l'accord d'association a été signé le 27 juin 2014. Et il y a maintenant un fossé entre les deux peuples et les deux Etats. L'image de la Russie en Ukraine est fortement dégradée, les attitudes à l'égard de l'Union eurasienne, le grand projet de V. Poutine, sont très négatives. L'image de l'Ukraine en Russie est, elle aussi, très détériorée.

On ne peut pas dire pour autant que la Russie n'a rien gagné du tout. Elle a, par exemple, obtenu de Bruxelles, le 12 septembre, le report à la fin de 2015 de la mise en application de la partie économique de l'accord d'association, c'est-à-dire un droit de regard sur un accord signé par l'UE avec un pays tiers.

Le Donbass coûte cher

Le Donbass permet de mesurer la complexité des choses. Une scission serait considérée négativement par une forte majorité des Ukrainiens, qui refusent une nouvelle amputation de leur territoire : des enquêtes d'opinion publique le montrent clairement (seulement 7% des personnes interrogées sur l'ensemble du territoire se disent favorables à une indépendance du Donbass).

Cela n'aurait pourtant pas que des aspects négatifs pour l'Ukraine. Un économiste russe réputé, Vladislav Inozemtsev, a publié en mai dernier dans la presse russe un intéressant article dans lequel il explique que la scission du Donbass serait une chance pour l'Ukraine et une catastrophe pour la Russie. Cela permettrait à l'Ukraine de se débarrasser d'une région non seulement hostile, mais aussi qui lui coûte très cher sur le plan économique. On a l'habitude de dire que l'Ukraine ne peut pas se passer du foyer industriel et minier du Donbass. Mais cette région est fortement subventionnée, depuis longtemps, par le pouvoir central. Son économie n'est pas compétitive. De plus, la région est aujourd'hui ravagée par la guerre ; les dégâts sont considérables. Sans le Donbass, précise l'auteur, l'Ukraine serait davantage tournée vers l'Ouest, elle serait en outre moins russe dans la mesure où la part des Ukrainiens ethniquement russes diminuerait fortement (sans la Crimée et sans le Donbass, elle passerait, écrit Inozemtsev, de 17% à 11%) et moins pro-russe : les électeurs favorables aux partis pro-russes étaient majoritairement en Crimée et dans le Donbass.

Inozemtsev dresse un tableau très noir des répercussions de ce scénario pour la Russie. Le coût économique – que le Donbass soit formellement ou non rattaché à la Russie – serait extrêmement élevé. Il s'ajouterait au coût de l'intégration de la Crimée, déjà fort lourd. L'économiste précise que la Russie n'a pas besoin du charbon du Donbass. Elle devrait fermer la majorité des mines de cette région, ce qui mettrait de très nombreux travailleurs au chômage.

Fragmentation de l'espace post-soviétique

Dans les derniers mois de 2014, la Russie a continué à tenter d'infléchir la politique de l'Union européenne et celle de ceux de ses voisins qui ont signé des accords d'association avec l'UE. Elle a aussi cherché à donner corps à l'Union eurasienne, projet phare de Vladimir Poutine depuis 2011. Le 29 mai, Russie, Kazakhstan et Biélorussie ont signé le traité instituant l'Union économique eurasienne (UEE), qui entre en vigueur le 1er janvier 2015. Ils sont par la suite accepté l'adhésion de l'Arménie et du Kirghizstan. Et des négociations sont en cours avec le Tadjikistan. L'Union eurasienne devrait donc s'élargir assez vite, d'autant que le Kremlin n'a pas perdu tout espoir de rallier d'autres pays de l'espace postsoviétique, y compris ceux qui ont déjà fait un choix en faveur de l'Europe. La Russie mène une politique très active, par exemple en Moldavie, où elle garde des liens étroits avec les partis d'opposition (Parti communiste, encore très influent, Parti socialiste). Elle a soutenu le référendum organisé en février 2014 par la Gagaouzie, région de 160 000 habitants, qui a voté à 98% en faveur de l'Union eurasienne. Peu de temps après, la Russie a levé, pour la seule Gagaouzie, l'embargo sur le vin qu'elle imposait à la Moldavie. Par ailleurs, la Russie continue à instrumentaliser la question de la Transnistrie. On a beaucoup redouté, dans les derniers mois de 2014, une répétition du scénario criméen ou une proposition de réintégration de la Transnistrie au sein de la Moldavie en échange de l'adhésion de la Moldavie à l'Union eurasienne.

L'Union eurasienne est désormais une réalité. Les positions de la Russie dans l'espace postsoviétique ne se sont pas pour autant confortées comme le voulait Moscou. La crise en Ukraine a déstabilisé et divisé cette

région. Le vote sur la Crimée, en mars 2014, à l'Assemblée générale de l'ONU révèle l'importance de la fragmentation qui s'est produite. La Russie n'a été soutenue que par deux de ses partenaires : la Biélorussie et l'Arménie. L'Ukraine a bénéficié du soutien de la Moldavie, de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan. Le Kazakhstan et Ouzbékistan se sont abstenus. Kirghizstan, Tadjikistan et Turkménistan n'ont pas pris part au vote.

En outre, les pays les plus proches de la Russie, membres ou futurs membres de l'Union eurasienne, ont exprimé un certain nombre de réserves. C'est le cas du Kazakhstan. Au moment de la signature du traité d'union, le 29 mai 2014, le président Noursoultan Nazarbaïev a explicitement souligné que l'UEE n'était pas une union politique et qu'il s'opposerait à ce qu'elle le devienne. À propos de l'Ukraine, le Kazakhstan a plusieurs fois pris ses distances avec la position russe. Il continue en outre à mener la très active politique étrangère multi-vectorielle qui est la sienne depuis 1991.

L'attraction de l'Union européenne confortée

L'attraction de l'Union européenne a été confortée par ces événements. L'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie ont signé en juin l'accord d'association avec l'UE et elles l'ont immédiatement ratifié. Le régime de visa a été supprimé pour la Moldavie. C'est une première dans l'espace post-soviétique. Quant au Kazakhstan, il a été le premier des pays de la zone à signer, en octobre 2014, un accord de partenariat et de coopération élargi. Le président Nazarbaïev souligne à l'envi que l'Union européenne est le premier partenaire commercial du Kazakhstan.

Le paradigme qui fondait les relations russo-européennes depuis 1991 a volé en éclats. Le partenariat entre l'UE et la Russie était dominé jusqu'à présent par la volonté d'ancrer la Russie au monde occidental. La dégradation des relations est antérieure à la crise ukrainienne. Le partenariat était certes imparfait. Les Occidentaux n'ont peut-être pas assez œuvré à l'amarrage de la Russie à l'espace européen. Il n'en reste pas moins que le lien russo-européen est aujourd'hui marqué par une incompréhension et une très forte méfiance réciproques, par un degré très élevé de conflictualité, par une forte dégradation des perceptions mutuelles. Des intérêts communs demeurent. Le lien n'a jamais été rompu au niveau des États, ni des sociétés, notamment dans le domaine économique et commercial. Il existe aussi des intérêts communs dans le domaine international. Mais on est amené à constater que ces liens sont à relativiser dans la mesure où ils n'ont pas eu l'effet apaisant attendu : ils n'ont pas empêché la détérioration des rapports entre la Russie et les Occidentaux.

La réaction française et européenne a été beaucoup plus forte qu'anticipée par la Russie. Cette dernière était sans doute persuadée que les 28 seraient incapables de se mettre d'accord sur des mesures de riposte, à fortiori sur des sanctions. Moscou s'est trompé. L'Union européenne apporte un soutien très réel à l'Ukraine. À l'égard de la Russie, elle a adopté une attitude de « fermeté et de dialogue », selon l'expression de François Hollande. La fermeté est dans les sanctions mais la porte reste toujours ouverte. C'est dans le

cadre du groupe de contact mis en place sous l'égide de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) qu'un cessez-le-feu a été signé, le 5 septembre 2014. Même dans le cas des navires porte-hélicoptères Mistral, on voit bien qu'il n'y a pas eu de rupture. Le dossier reste pendant, mais les marins russes sont venus cet été comme prévu à Saint-Nazaire, où ils ont été formés. L'opinion publique en France et, plus largement, en Europe soutient très majoritairement la politique à l'égard de l'Ukraine et, dans une moindre mesure, à l'égard de la Russie. Dans le monde des affaires, ainsi que dans les milieux d'extrême droite et d'extrême gauche, l'analyse russe trouve des soutiens, pour des différentes raisons.

Vers une fermeture des frontières ?

En Russie, on observe des éléments préoccupants de repli du pays sur lui-même. Des enquêtes d'opinion montrent que les Russes sont de plus en plus nombreux à estimer que leur pays est confronté à des menaces internes et externes. D'autre part, des mesures restreignant la liberté de circulation ont été prises. Cela ne s'était pas produit depuis la fin de la période soviétique. En octobre 2014, le président de la Douma a demandé aux députés de rendre leur passeport de service à leur retour de mission à l'étranger. Cette initiative peut être interprétée comme une mesure prise dans le cadre de la lutte contre la corruption, mais aussi comme une première mesure vers une fermeture des frontières. Nombre de Russes ont spontanément opté pour la seconde interprétation. Il a par ailleurs été « conseillé » aux fonctionnaires des ministères de l'intérieur et de la défense ainsi que du service des migrations, ainsi qu'aux personnels des sociétés d'Etat soumises aux sanctions occidentales de ne pas quitter le territoire russe. Cette question inquiète de nombreux Russes. Selon un sondage récent de l'institut Levada, c'est l'un de leurs principaux sujets de préoccupation.

La Russie est-elle en train de pivoter vers l'Asie ?

Vladimir Poutine le prétend. Il ne cesse de répéter que la Russie n'a pas besoin des Européens et des Occidentaux en général, car elle est aussi un pays asiatique et qu'elle a des alternatives dans la région Asie-Pacifique, une région beaucoup plus dynamique, souligne-t-il, que l'Europe. Ce discours ne date pas de la crise ukrainienne. Le président russe le tient depuis plusieurs années. De nombreuses initiatives ont été prises dans ce sens, notamment l'organisation du sommet de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie Pacifique), en septembre 2012 à Vladivostok. Cette réorientation est dominée par le partenariat avec la Chine. Depuis 2010, cette dernière est le premier partenaire commercial de la Russie, devant l'Allemagne. L'énergie tient aujourd'hui une place centrale dans les échanges entre les deux pays : des contrats spectaculaires ont été signés dans le domaine du pétrole en 2013, avant la crise ukrainienne, et dans celui du gaz, en mai 2014.

Néanmoins, l'idée d'une Russie qui pivoterait vers l'Asie et tournerait le dos à l'Europe doit être relativisée pour des raisons tenant à la géographie, à la démographie, à la culture, à l'économie, etc. Sur le plan économique, la Russie est en fait très peu présente en Asie. Elle n'est un partenaire important pour aucun des pays de la région.

DE FORTES INCERTITUDES

De très fortes incertitudes pèsent sur l'avenir pour plusieurs raisons. Ni le système international, ni le système de sécurité en Europe, ni la puissance américaine n'ont réussi à prévenir la crise majeure qui s'est développée en Ukraine. Et pas davantage à contribuer à sa solution. C'est très inquiétant. Un numéro de la revue *Esprit* (août-septembre 2014) est consacré au nouveau désordre mondial. L'idée générale est qu'il y a aujourd'hui une impuissance croissante, une inadaptation des outils internationaux, un brouillage des repères. Dans le domaine de la gouvernance mondiale, on est, selon les auteurs, dans une situation « d'entre-deux ». Un élément parmi d'autres à souligner est que l'on a beaucoup parlé du basculement du monde en faveur des pays émergents, mais que les émergents n'ont joué aucun rôle dans la crise ukrainienne. Ils n'ont pas été une force de proposition.

Les relations entre la Russie et l'Union européenne et les Occidentaux en général sont à réinventer. C'est un facteur de forte incertitude. Le comportement de la Russie est imprévisible et déstabilisant. Ce qui s'est passé en Ukraine montre que Moscou ne se sent plus obligé de respecter les règles qu'il avait contribué à définir. Il ne se sent plus lié par les engagements qu'il avait pris (mémorandum de Budapest de 1994, traité de 1997 avec l'Ukraine). Il a explicitement pour objectif une remise en cause du statu quo. C'est très clair dans le domaine des frontières. Dans les relations avec les pays occidentaux aussi, le retour au statu quo n'est pas l'objectif du Kremlin. La Russie analyse aujourd'hui le système international comme reposant sur des rapports de force et mène une politique de fait accompli. Elle a probablement tiré les conséquences des politiques occidentales au moment des événements en Géorgie en 2008 (les Occidentaux sont alors très vite revenus à une politique de *business as usual*) et du revirement américain en Syrie en septembre 2013.

En Ukraine, la Russie ne cherche pas un compromis. Certains analystes russes estiment que la Russie ne peut pas se permettre de perdre la bataille ukrainienne. Sergueï Karaganov, personnalité très influente, pense que Moscou n'a aucun intérêt à la fin de cette confrontation avec l'Ukraine, notamment pour des raisons internes. Pendant des années, les dirigeants russes ont parlé d'une modernisation qui ne s'est pas produite. Il leur faut de ce fait détourner l'attention de la population, la mobiliser autour d'un autre thème que celui de la modernisation du pays et désigner de nouveaux boucs émissaires. La situation en Russie est en elle-même une source d'incertitude. Plus encore qu'ukrainienne, la crise d'aujourd'hui me semble être russe. La situation économique de la Russie est préoccupante. Encourager le nationalisme comme le fait Vladimir Poutine depuis plusieurs mois est un jeu dangereux. La Russie est affaiblie. Mais elle a un important pouvoir de nuisance. Elle constitue aujourd'hui une source de tension.

D’immenses défis à relever

L'Ukraine est aussi un élément d'incertitude. Elle a la claire volonté de mener à bien des réformes structurelles qui sont indispensables. Les élections de mai et octobre 2014 ont montré que les Ukrainiens en sont conscients et qu’ils sont prêts à faire des efforts pour réformer leur pays. Mais la tâche à accomplir est immense et elle sera, n’en doutons pas, douloureuse. Mener des réformes dans un pays en guerre, dans un pays déstabilisé par une guerre est une gageure.

Les interrogations ne s’arrêtent pas là. L'Union européenne saura-t-elle relever l'énorme défi que lui posent l'Ukraine et la Russie ? Quelle sorte d'intégration proposera-t-elle à l'Ukraine ? Les réponses à ces questions dépendent entre autres de ce que sera l’UE demain et des moyens dont elle disposera.

Les Européens sont aujourd’hui, avec les Russes, selon l'expression de Nicole Gnesotto, dans une relation à la fois « d’antagonisme et de solidarité ». Dans les années à venir, il va leur falloir gérer une situation extrêmement complexe qui mêle tension, interdépendance, conflit, intérêts communs, rapport de forces. La rupture et l'isolement ne sont ni souhaitables ni possibles. Sur quelles bases doit être redéfinie la relation UE-Russie ? L'Union européenne doit-elle établir un lien entre sa politique à l'égard de l'Ukraine et celle à l'égard de la Russie ? C'est un jeu très complexe, qui ouvre la voie à toutes sortes de pressions de la part de la Russie, laquelle demande un droit de regard sur la politique européenne à l’égard de son voisinage. La décision prise par l'Union européenne, sous la pression russe, d’accepter de reporter la mise en œuvre du volet économique de l'accord d'association UE-Ukraine jusqu'à la fin de 2015 risque d’être lourde de conséquences : elle a accordé à un pays tiers un droit de regard sur un accord bilatéral. Toutes ces raisons amènent à conclure que l'avenir ne s’annonce pas rose.

POUR EN SAVOIR PLUS

Une propagande efficace

Il y a un domaine dans lequel les Russes ont fait des progrès considérables, c'est celui de l’information : ils ont une utilisation *hard* de ce qui pourrait relever du *soft power*. C’est un processus qui remonte à la Révolution orange. Depuis, les Russes s'efforcent de mettre la bataille des idées au cœur de leur politique. Chaînes de télévision, stations de radio, « think tanks » russes sont aujourd’hui très actifs en Europe. Les milieux d'extrême-droite et d'extrême gauche, les « souverainistes », des Français (des Européens) d'origine russe, des personnalités des milieux d’affaires, etc sont sensibles aux discours russes, pour des raisons différentes. Certains estiment qu’il n’est pas dans l’intérêt de l’UE de se priver de coopérations économiques, d’autres voient en la Russie un contrepoids aux Etats Unis, d’autres encore (y compris au sein des armées) voient en Vladimir Poutine un homme fort qu’ils admirent, etc. On ne réfléchit pas assez à

la manière de contrer la propagande russe, de démonter les contre-vérités que les Russes assènent en permanence. Cette réflexion devrait être menée au niveau des États. C'est l'une des dimensions essentielles de la « guerre hybride ».

Le retard russe

La Russie a de moins en moins de moyens parce que sa modernisation ne s'est pas faite. Dans son livre « Le retard russe » (Fayard, 2014), Georges Sokoloff montre que, depuis cinq siècles, la Russie essaie de rattraper l'Europe et n'y arrive jamais. Vladimir Poutine n'a pas entrepris la nécessaire modernisation de son pays. Il n'a pas fait ce qu'il aurait dû et pu faire lorsque la situation financière de la Russie était satisfaisante (dans les années 2000) pour améliorer les infrastructures, trouver un nouveau modèle de croissance, etc.

Prédominance chinoise

La Russie n'est pas tout à fait isolée dans le monde. Elle bénéficie du soutien de régimes anti-occidentaux, notamment au Moyen-Orient. Et les efforts qu'elle fait pour trouver en Asie des alternatives à l'UE donnent certains résultats. Son partenariat avec la Chine s'est en particulier fortement développé depuis le milieu des années 1990. Mais ces évolutions sont à relativiser. Si la Russie n'arrive pas à se stabiliser, à se moderniser et à devenir une vraie force de proposition, la tendance ne lui sera pas favorable. De plus le partenariat avec la Chine n'est pas exempt d'incertitudes. Ainsi par exemple, la Chine est aujourd'hui un acteur économique de premier plan en Asie centrale qui fait partie de « l'étranger proche » de la Russie. Dans cette région, elle est un concurrent économique redoutable pour la Russie. Les grands contrats n'y sont plus remportés par les Russes, mais par les Chinois. Les chiffres sont spectaculaires. Cela se fait aux dépens de la Russie, laquelle est de plus en plus à la traîne. Autre point : l'organisation de coopération de Shanghai, qui regroupe la Russie, la Chine et les pays d'Asie centrale, n'a jamais joué de rôle véritable dans le domaine de la sécurité, mais elle est très active sur les plans politique et diplomatique. Elle contribue à donner à la Chine une légitimité en Asie centrale, elle permet aussi à la Chine de transformer l'image qu'elle renvoie d'elle-même dans cette région.

Le fantasme de l'OTAN

Petro Porochenko a déclaré qu'il souhaitait avoir le plus de liens possibles avec l'OTAN. Il a demandé pour l'Ukraine un statut de pays associé non-membre. Barack Obama a immédiatement refusé. Ce qui se passe en Ukraine pousse les Ukrainiens à vouloir une intégration dans l'OTAN. Depuis 2010, leur constitution stipule que le pays n'appartient à aucun bloc. Mais cette neutralité ne les a pas protégés. Ils savent – les événements l'ont prouvé - qu'ils ne peuvent pas assurer seuls leur sécurité. Pour les Russes, une Ukraine dans l'OTAN serait une provocation absolue. C'est le domaine dans lequel il y a le plus de fantasmes. L'un des arguments avancés en Russie pour justifier l'annexion de la Crimée est qu'elle ne pouvait accepter que

Sébastopol devienne une base militaire de l'Alliance atlantique. Or, il n'a jamais été question d'une telle hypothèse.

Solidarité de l'Union européenne

La Russie ne s'attendait pas à ce que les Occidentaux réussissent à définir ensemble une réponse à sa politique en Ukraine. Elle s'est trompée. L'annexion de la Crimée et son intervention dans le Donbass ont soudé contre elle les pays occidentaux. Que les 28 soient parvenus à un consensus sur la question des sanctions est remarquable. Dans les mois à venir, leur position sera beaucoup fonction du comportement de V. Poutine. S'il continue à mener sa politique actuelle en Ukraine, les 28 resteront plus aisément unis. Ce sera l'un des points clés des mois à venir. La propagande russe fera tout pour essayer de diviser les Européens. On voit bien là le tournant que constitue dans la vie internationale la crise en Ukraine. Ce qui se passe dans le domaine de l'énergie est aussi très instructif. Dans ce domaine, les Européens ne sont pas inactifs. On voit aujourd'hui les résultats de décisions prises au moment des crises gazières de 2006 et 2009. La mise en place d'inter-connecteurs entre les pays membres de l'Union et la transformation des gazoducs pour que les flux puissent se faire dans les deux sens est-ouest et ouest-est sont antérieures à la crise ukrainienne. Pour la première fois, des flux rebours ont ainsi pu être organisés ce qui permet à l'Ukraine d'être moins dépendante de la Russie pour ses approvisionnements et aux Européens de montrer à Kiev leur volonté de solidarité. L'Union européenne est en pleine évolution. Ainsi les opinions publiques évoluent sur les questions de l'élargissement de l'UE et de l'Alliance atlantique. Selon *Transatlantic Trends 2014 (*German Marshall Fund of the United States*)*, 47% des Français sont favorables à ce qu'on propose à l'Ukraine de devenir membre de l'Union européenne ; 52% sont contre ; 52% des Européens sont pour, 43% contre. Dans le contexte actuel de crise économique, c'est un résultat incroyable.